

Macron 2 : guerre de classe et grand blabla

Inutile de rappeler les états de service de Macron. Ceux de sa nouvelle Première ministre aussi sont éloquentes : cette ancienne PDG est responsable de l'infâme réforme de l'assurance chômage qui coupe les vivres aux demandeurs d'emploi. Ces quatre mains de fer prétendent se glisser dans le gant de velours du « conseil national de la refondation », un nouveau gadget sur le modèle du grand débat ou de la convention citoyenne sur le climat – dont toutes les propositions avaient été édulcorées pour plaire aux industriels ! Pas de doute, ces deux-là vont continuer la guerre contre les travailleurs.

Le patronat, lui, ne s'embarrasse pas avec un détail comme des élections. Quel que soit le futur Premier ministre, son programme est clair. Crise écologique, Covid, guerre en Ukraine, c'est toujours au monde du travail, demain comme aujourd'hui, qu'on présentera la facture par le biais des licenciements et de l'inflation. Raison pour laquelle les bénéfices des grands groupes et les fortunes des milliardaires s'envolent !

Le Pen et Zemmour : le racisme au service du patronat

Face à l'inflation galopante et à la misère des services publics, dont l'hôpital qui s'effondre, l'extrême droite dénonce... les impôts que Macron voudrait augmenter ! Elle oublie de préciser que les impôts ne cessent de baisser pour les riches et les grands groupes. Le problème vient des salaires qui sont bloqués. Mais Marine Le Pen l'a répété : elle est opposée à l'augmentation du Smic. Il ne faudrait surtout pas forcer la main au patronat pour qu'il pioche dans ses profits faramineux ! Retour donc aux diversions habituelles : immigration, islam...

La gauche : promesses de campagne... et réalité !

Après avoir promis la 6^e République, Mélenchon s'accommode de la 5^e et même de Macron dont il se

verrait bien Premier ministre. Son programme de la présidentielle, pourtant déjà très respectueux des intérêts des grands groupes capitalistes, a fondu comme neige au soleil dans la Nupes, cette alliance qui fait la part belle au PS et aux Verts.

Mais les rares promesses qu'il contient en faveur des travailleurs suffisent à faire s'étrangler Macron qui accuse la gauche de mener au « désordre et à la soumission ». Diable. C'est plutôt le capitalisme qui mène la planète au désordre des crises incessantes et vise la soumission du monde du travail !

Mélenchon trompe volontairement les travailleurs quand il prétend pouvoir changer les choses depuis les bancs de l'Assemblée. C'est encore le patron du Medef qui l'explique le mieux : « *L'économie, on ne peut pas la commander depuis Matignon. Les 700 000 chefs d'entreprise, ils vont dire simplement : "j'avais un CDD, je ne le renouvelle pas, j'avais un intérimaire, je ne le renouvelle pas."* »

Reprenons nos affaires en mains

Le vrai pouvoir est dans les mains des capitalistes. La seule opposition à ce pouvoir, c'est celle des travailleurs en lutte. C'est la riposte du monde du travail qu'il est urgent de préparer. Nous n'avons rien à attendre des promesses des Macron, Mélenchon, Le Pen et autres prétendants aux strapontins parlementaires. La seule perspective face aux crises multiples et à la menace de guerre, c'est celle d'un monde débarrassé du capitalisme.

Dans cette élection inutile, mettons un pavé dans l'urne pour montrer notre détermination à nous battre sur le seul terrain qui compte, celui de la grève et de la rue : votons pour les candidats de l'extrême gauche révolutionnaire, ceux du NPA là où ils se présentent et partout ailleurs, de Lutte ouvrière.

Urgence aux urgences

Face à la crise qui touche les hôpitaux, et notamment les services d'urgence, Macron n'a rien trouvé de mieux que de nommer un proche de son parti pour une mission « Flash ». Pour les soignants, c'est plutôt mission impossible. Cela fait des années que nos conditions de travail empirent, conséquence

directe de la politique d'austérité des différents gouvernements.

Pour que les travailleurs de l'ombre voient enfin le bout du tunnel, un flash ne suffira pas, à moins qu'il ne soit l'étincelle qui mette le feu aux poudres !

Une pénurie organisée

Au CHN comme dans tout le pays, il manque du personnel. Les directions font mine de ne pas comprendre pourquoi plus personne ne veut travailler dans les établissements de santé. Pendant ce temps, l'État continue de dégrader nos conditions de travail : mise à la porte des soignants non vaccinés, pérennisation des heures supplémentaires, travail sur repos... Se servant du manque de personnel, le gouvernement gèle ou ferme des lits en expliquant que ce n'est pas de sa faute et ouvre des missions « flash » pour faire semblant de comprendre le pourquoi de la catastrophe.

Mais cette pénurie ne doit rien au hasard et ce n'est pas Macron qui y mettra fin, bien au contraire. Seules notre colère et nos luttes peuvent faire reculer ce gouvernement.

Le bateau coule

La pénurie de personnel s'accélère. 15 postes d'infirmière sont vacants pour l'instant, 25 à la rentrée. La direction estime qu'il manquera 50 professionnels en octobre toutes catégories confondues. Beaucoup partent en raison des mauvaises conditions de travail.

Pour faire face à cette hémorragie, la direction envisage de fermer plus longtemps les structures chez les enfants et chez les personnes âgées cet été. Contrairement à sa promesse, il n'y aura pas de renforcement des pavillons d'admission. Certains bruits circulent même sur la fermeture temporaire des Cyprès.

La direction envisage également la fermeture définitive des Tilleuls. L'équipe lui a envoyé un courrier pour exprimer son mécontentement. En effet, en réduisant de moitié l'offre de soin, les personnes âgées risquent de se retrouver dans les pavillons d'admission ce qui serait une catastrophe pour elles et rendrait le travail plus compliqué pour les équipes. Cela mettrait fin aux hospitalisations de jour et entacherait nos liens avec les structures extérieures accueillant les patients du CHN. Le personnel des Tilleuls ne sait pas ce qu'il va devenir. Cette pénurie était envisageable et le gouvernement n'a rien fait pour l'enrayer, aujourd'hui il s'en sert pour fermer encore des lits. Une politique honteuse.

Situation tendue en admissions

La situation reste tendue en admissions et la violence s'aggrave. La lourdeur administrative et le manque de personnel ne permettent pas de dégager suffisamment de temps pour soigner les patients en pleine décompensation. Et ce ne sont pas les rustines de la direction qui vont changer la situation.

Contre la fièvre, la direction veut casser le thermomètre

Incapable de gérer la crise dans l'hôpital, la direction, qui n'a visiblement que ça à faire, cherche à supprimer le droit de grève dans des structures où il n'y a pas de continuité des soins.

Tenter de nous museler, voilà sa réponse à une situation qui devient de plus en plus catastrophique.

Encore un été difficile

Il y a quelques années, les congés d'été devaient être posés avant le 31 mars et les plannings permettaient aux agents d'être fixés sur leurs vacances. Oui mais voilà, le manque de personnel fait que, début juin, certains d'entre nous, notamment chez les ASH, ne savons toujours pas si nous pourrions bénéficier de nos congés.

Ils ne manquent pas d'air

Au Colombier, les infirmiers, en raison de l'absence de deux collègues, se sont retrouvés sans argent pour assurer les repas des patients. Ils ont téléphoné à l'économat pour faire part de leur situation. Mais la direction de ce service n'a pas voulu leur débloquer des fonds en disant : vous n'avez qu'à avancer l'argent. Finalement c'est la cadre supérieure qui a pris sur son compte pour que les patients puissent manger. On voit là la considération que la direction accorde au personnel et aux patients.

L'hôpital prend l'eau

Quand on dit que le bateau coule, cela n'est pas forcément une image. Ce week-end, le foyer des 4 vents n'a pas résisté à l'orage. Les patients ont été renvoyés chez eux ou placés plus vite que prévu dans un appartement. L'un d'eux a été admis dans un autre foyer. Cette structure avait déjà pris l'eau lors de l'ouverture, visiblement les travaux de l'époque n'ont pas été très efficaces !

De moins en moins d'urgences

Au 30 mai, on comptait déjà plus de 120 services d'urgence en fermeture partielle ou totale. Par exemple à Poitiers, Chinon, Cherbourg et même Bordeaux. Les malades sont donc renvoyés vers d'autres hôpitaux, plus éloignés, au risque d'un retard de prise en charge.

Cette crise ne pourra être résolue que par l'embauche massive de personnel, la revalorisation des salaires, l'arrêt des suppressions de lits et au contraire la création de tous ceux qui seraient nécessaires. Mais de cela Macron ne dit mot.